

				<ul style="list-style-type: none"> <li>– Renforcement de la résilience à travers le triple nexus développement-humanitaire-paix,</li> <li>– S'appuyer sur l'appui budgétaire pour renforcer la résilience et stabilité macroéconomique, notamment en coordination avec le FMI et la Banque mondiale.</li> </ul>
1	Manque de priorisation des ressources au sein des départements visés	H	H	<ul style="list-style-type: none"> <li>– S'appuyer sur la réforme des finances publiques et sur l'appui budgétaire pour impulser une allocation des ressources alignée sur les priorités identifiées dans les politiques et stratégies nationales,</li> <li>– Mise en place d'un appui institutionnel structuré et continu pour garantir le suivi et l'appui nécessaire aux réformes.</li> </ul>
1	Faible capacité des administrations et la résistance au changement	H	M	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les appuis institutionnels prévus pallieront aux faiblesses chroniques des administrations tout en favorisant le transfert de connaissances et de méthodes par la formation d'agents nationaux. La mise en place de la réforme démarrera un processus de changement et d'amélioration de la qualité de l'administration,</li> <li>– Approche participative et transparente.</li> </ul>
1	Dispersion des actions des différents partenaires du développement	M	M	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Dialogue ouvert entre les partenaires au développement à travers des groupes de coordination établis avec une dynamique visant l'alignement des méthodologies d'intervention dans les secteurs,</li> <li>– Promotion des approches programmatiques sectorielles.</li> </ul>

#### **Enseignements tirés:**

L'évaluation stratégique de la coopération de l'UE avec la Mauritanie sur la période 2014-2020 souligne l'importante contribution de l'UE à la réforme des finances publiques.

Au niveau général la méthodologie d'intervention du programme PAGEFIP sera reprise et valorisée dans cette action. Les lignes d'action proposées pour la réforme des finances publiques sont justifiées à partir d'un programme structuré autour de l'analyse PEFA et la mise en œuvre de la LOLF. Ceci constitue aussi la base du programme du gouvernement actuel au niveau du ministère des finances.

Au cours des dernières années, le programme PAGEFIP est le seul programme structurant en cours de mise en œuvre et qui a eu un impact sur la réforme. La présence d'appui institutionnel à long terme sur des thématiques structurantes couplé avec la mobilisation d'assistance technique très spécialisée à court terme a permis de dynamiser la réforme prévue par la LOLF. Cette action technique a été appuyée, soutenue et dynamisée par un dialogue sectoriel sur les avancées de la réforme, impulsées régulièrement par la Délégation de l'UE. Cette méthodologie sera aussi poursuivie au cours de la présente action. La France a une participation financière substantielle (50 %) dans la seconde phase du PAGEFIP.